

DÉCLARATION

Déclaration du Bureau du CESE sur *la transition écologique*

Déclaration du Bureau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté—Égalité—Fraternité

FÉVRIER 2024



cese
Conseil économique
social et
environnemental

Mandature 2021-2026
Bureau du 29 février 2024

Déclaration du Bureau du CESE sur *la transition écologique*

Déclaration du Bureau du Conseil
économique, social et environnemental

Adoptée le 29 février 2024



Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) est l'assemblée de la société civile organisée, chargée d'éclairer la prise de décision publique en cherchant des lignes de force de consensus entre les organisations qui y siègent. À l'occasion de la nouvelle mandature débutée en 2021, et en accompagnement des engagements et avancées ambitieux du Gouvernement (planification écologique, Green Deal, stratégie nationale pour la biodiversité, etc.), ses membres ont choisi de faire de la transition écologique un axe stratégique majeur de leur travaux, confirmant que cet enjeu s'inscrit dans le temps long et nécessite de dépasser les clivages habituels, ce qui est le propre de notre institution.

De nombreux avis ont ainsi porté, dans le prolongement des travaux accomplis depuis 2010, sur la mise en œuvre de la transition écologique par rapport au travail, au genre, à l'agriculture, au bâtiment, à la santé, à l'économie, etc. Le CESE s'est attaché à formuler des préconisations lui paraissant à même de faciliter, notamment, la gouvernance et le financement de la stratégie française pour l'énergie et le climat, l'acceptabilité des énergies renouvelables, le développement de la sobriété, la concertation sur la place du nucléaire, la gestion durable de l'eau, la résolution des conflits d'usage de la biomasse, une consommation durable, l'adaptation au changement climatique, la santé au travail et les inégalités de genre face à la crise climatique. Les sujets sont innombrables et interdépendants. Cette transformation est proprement systémique.

Il a également formulé des avis sur des projets de loi à caractère programmatique et des stratégies structurantes comme le projet de loi d'orientation agricole, la stratégie nationale pour la biodiversité (SNB), la stratégie nationale pour la mer et le littoral et sur les politiques énergétiques.

L'élan donné par le Gouvernement à la transition écologique, s'il répond à une inquiétude exprimée par 80 % de la population¹ se heurte aujourd'hui à une autre inquiétude, qui nous semble relever de la peur du changement, compréhensible face à une perspective d'évolution profonde et inévitable de notre société : qu'induit cette transition pour les modes de vie, de travail, de consommation ? Qui va devoir la financer ? Les Françaises et les Français sentent bien qu'ils devront individuellement et collectivement participer à la sobriété matérielle, au financement des investissements de transition dont certains ne sont pas rentables - faute de prendre en compte les externalités sur l'environnement -, probablement accepter des prix de l'énergie ou de l'alimentation durablement plus élevés pour assurer notre santé et notre solidité face aux crises. Il faut aller plus loin que ce qui est déjà présent et la transition appelle plus que des décisions entre les pouvoirs publics, les territoires et les acteurs économiques. Les Françaises et les Français ont besoin de visibilité sur ce qui vient et de cohérence des perspectives.

Deux réponses à cette appréhension nous paraissent possibles.

La plus facile à court terme est celle qui consisterait à reculer ou à fortement amoindrir la transition. Les faits, le rythme du changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la pollution de l'ensemble des milieux et l'épuisement des ressources, ne nous en laissent plus le temps. L'urgence est là, il en va de la santé de la population et de l'habitabilité de notre planète.

L'autre consisterait à assumer publiquement l'ampleur des changements à venir et les efforts demandés à la population, en lui proposant une planification et des objectifs qui lui donnent une visibilité à la fois sur les avantages de la mettre en œuvre (et les risques de retarder), sur les modalités et les traductions concrètes de ce contrat démocratique de transition et sur l'accompagnement et les avantages sociaux de ce changement. Les conditions de succès de cette transition pourraient être débattues largement et le CESE a vocation à organiser ce débat.

Nos avis et leurs préconisations issus d'un esprit de consensus construits collectivement devraient y apporter une contribution utile et originale. Notamment, plusieurs avis du CESE ont proposé des mesures permettant de concilier réduction des impacts de certains modèles d'agriculture sur l'environnement et les travailleurs et travailleuses, amélioration de l'alimentation des Français et augmentation de la rémunération des agriculteurs.

¹ Un sondage réalisé par Ipsos en 2023 pour le Rapport annuel sur l'Etat de la France, avis du CESE, met en évidence que l'éco-anxiété est aujourd'hui un véritable sujet de société, avec près de 80 % des Français et des Françaises qui se disent inquiets des conséquences du dérèglement climatique sur le monde.

Par exemple, un avis relatif à la consommation durable préconisait en juillet 2023 d'« intégrer systématiquement notamment dans les accords commerciaux internationaux, des clauses miroir sectorielles pour les produits importés hors de l'UE dont les processus de fabrication ont des impacts négatifs élevés sur l'environnement ou les conditions de travail ».

De nombreux avis du CESE insistent avec constance sur un point : la transition écologique ne sera faisable que si elle est juste, ce qui suppose un partage équitable des efforts. Par exemple, l'avis « Comment favoriser une gestion durable de l'eau » (avril 2023) définit une véritable politique d'accompagnement des acteurs pour ne laisser personne de côté, quand les avis « Favoriser l'évolution de la société vers la sobriété » (janvier 2023) et « Consommation durable: favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes » (juillet 2023) proposent des évolutions structurelles et systémiques de nos modes de vie pour un futur désirable et compatible avec les limites planétaires. En complément, l'avis « Travail et santé-environnement : quels défis à relever face aux dérèglements climatiques ? » (avril 2023) porte l'enjeu d'adaptation et de transformation des situations de travail.

Sur la base de ses travaux, dont notamment l'avis « Fractures et transitions : réconcilier la France » (novembre 2019) et les rapports annuels sur l'État de la France qu'il dresse, le CESE mesure pleinement les difficultés mais insiste sur la nécessité d'un portage politique de la transition écologique.

Il soulignait dans son avis « Climat, neutralité carbone et justice sociale » (janvier 2021) à quel point faisaient défaut des mesures réellement structurantes, tant pour l'atteinte des engagements climatiques de la France que pour leurs implications sociales. Les Français sont inquiets et ont besoin de savoir quels efforts seront nécessaires et comment les personnes les plus vulnérables, dans leur vie professionnelle et familiale, y seront accompagnées. Ils ont surtout besoin de sentir que la transition écologique est associée à une vision positive de l'avenir et de la vie en société, une nouvelle prospérité dont ils auront contribué à définir les contours dans la recherche de l'intérêt général et de celui des générations futures.

Assumer publiquement aujourd'hui la poursuite d'une transition écologique solidaire et juste, c'est recréer de la confiance et éviter de s'enfoncer toujours plus dans les différentes crises que connaissent et vont connaître notre pays, l'Europe et le reste du monde. Réussir la transition écologique, et la planifier dès aujourd'hui, est indispensable en vue d'assurer une meilleure santé pour les citoyennes et les citoyens dans un environnement préservé, de maintenir une cohésion sociale et construire des solidarités renouvelées.

Le CESE continuera à travailler à l'élaboration d'un nouveau contrat social pour retrouver la confiance et faire nation solidaire.

Dernières publications du Conseil économique, social et environnemental



Retrouvez l'intégralité des travaux du CESE sur le site

cece.fr

**Retrouvez le CESE
sur les réseaux sociaux**



lecese.fr

9, place d'Iéna
75 775 Paris Cedex 16
01 44 43 60 00



**PREMIÈRE
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Les éditions des
Journaux officiels